



Alors comme ça la démocratie n'est pas la rue ?

Et procéder comme vous le faites Monsieur Macron est ce bien démocratique ?

Nous pensons que de vos cours de philosophie, vous n'avez gardé que la syllabe « phie » comme vous faites si bien fief du modèle sociale français.

Le gouvernement n'a pas répondu aux mobilisations du 12 septembre, pire notre président a joué avec le feu en étant méprisant avec les salariés en lutte contre les ordonnances (dixit: les fainéants, les cyniques, les extrêmes...)

Ce n'est pas le rattrapage de ses propos par l'intermédiaire de ses chargés de communication ni par lui-même qui aura suffi à calmer les grévistes.

La FSU reste inquiète des conséquences pour les salariés concernant les mesures annoncées.

Si les ordonnances concernant le Code du travail ont des conséquences directes sur les salariés du privé, elles toucheront également les salariés du public. Nous ne sommes pas dupes des intentions de notre Président et de son gouvernement à revoir la question du statut. La question de la fonction publique, son rôle, ses missions sont de véritables enjeux de société. Depuis des années les fonctionnaires sont la cible d'attaques et leur présence sur l'ensemble du territoire s'amenuise. Pour aboutir à quoi ? Moins de service public de proximité et l'isolement progressif des populations avec les structures de l'Etat !

Ce ne sont pas les suppressions annoncées de 120000 postes de fonctionnaires, du frein au déroulement de carrière et du gel du point d'indice qui vont nous rassurer non plus.

Concernant les emplois aidés, la FSU dénonce cette méthode qui consiste à dire d'un côté que le handicap est une grande cause nationale et une priorité et de l'autre d'annoncer que les contrats aidés sont inutiles.

Mais la question des contrats aidés dépasse largement le seul champ du handicap car les missions de ces personnels sont reconnues aussi bien pour les besoins dans les écoles et établissements comme dans le secteur social.

La suppression sèche de ces emplois est inacceptable! Il faut une véritable reconnaissance de ces missions et que soit créé des postes pérennes ou bien que certaines missions qui étaient confiées à des titulaires le soient de nouveau.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur la fonction publique c'est pourquoi l'ensemble des fédérations de fonctionnaires appelle à la grève et manifestation le 10 octobre prochain.